

UNRWA : amélioration de la situation à Gaza, mais beaucoup reste à faire

30 novembre 2010 – L'amélioration de la situation à Gaza doit permettre à la population de reprendre le chemin du développement, a estimé mardi le Directeur des opérations de l'Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), John Ging, lors d'une conférence de presse au siège de l'ONU, à New York.

Devant les journalistes, il a indiqué que depuis juin dernier et l'allègement du blocus imposé par Israël à la bande de Gaza, « les biens de consommation courante entrent dans la zone par les points de passage légitimes et non plus grâce à l'économie illégale des tunnels, qui s'est par conséquent effondrée de plus de 80% ».

Il a également fait état de rapports sur le terrain décrivant « des marchés aux étals remplis, qui permettent aux commerces de proximité de reprendre une activité compromise jusqu'à peu par la sévérité des restrictions imposées pendant de longs mois ». Selon lui, une partie des matériaux de construction nécessaires à la réalisation de projets de reconstruction de l'ONU ont même pu entrer dans le territoire palestinien, « même si les quantités permettent de lancer moins de 10% de ces projets ».

Le chef des opérations de l'UNRWA a souhaité ensuite tempérer ces améliorations, en soulignant que « ces avancées positives réelles ne doivent pas faire oublier la dureté de la vie quotidienne à Gaza, toujours marquée par le fait que 80% des habitants dépendent de l'aide internationale ». Conséquence directe de cet état de fait, « les habitants de Gaza ne sont pas des consommateurs potentiels et le secteur privé, florissant avant le blocus grâce à la consommation interne, est aujourd'hui au point mort ».

« Pour relancer l'activité économique et permettre aux habitants de travailler, l'entrée des biens de consommation et la circulation des personnes entre Gaza, la Cisjordanie, Israël et ailleurs, sont absolument indispensables », a-t-il donc insisté.

John Ging a ensuite indiqué qu'il partageait l'analyse de représentants des pays membres de l'Union européenne s'étant récemment rendus à Gaza, selon laquelle il était désormais « nécessaire de passer de la fourniture de l'assistance humanitaire, à une aide accrue au développement économique ».

« Nous pensons, avec les donateurs, que Gaza vient de sortir d'une période de quatre ans pendant laquelle il était impossible d'avancer. À présent, tout doit être fait pour, d'une part relever les défis persistants, par exemple en matière d'assainissement de l'eau et de traitement des eaux usées, et d'autre part donner aux populations les moyens de saisir les opportunités économiques qui s'offrent à elles », a-t-il déclaré.

John Ging s'est également défendu de dresser un tableau trop optimiste de la situation. « On peut être plein d'espoir, sans nier l'ampleur des problèmes, mais Gaza peut aujourd'hui envisager de remettre sa population au travail et d'envoyer ses enfants à l'école à nouveau, car, ce qui était pratiquement impossible hier, ne l'est plus aujourd'hui », a-t-il assuré, avant d'appeler Israël à lever maintenant les blocages qui empêchent la reconstruction d'urgence d'une centaine d'écoles dans les prochains mois.

« C'est frustrant. Jusqu'ici les autorités israéliennes n'ont approuvé que la construction de six établissements scolaires, c'est totalement insuffisant. Avec six écoles, nous devons refuser plus de 30 000 écoliers en septembre prochain », a-t-il déploré.

Interroger enfin sur les révélations du site internet Wikileaks, qui a mis en ligne des informations diplomatiques américaines confidentielles, dont certaines font état d'enquêtes menées par les États-Unis sur de prétendus liens entre l'UNRWA et le Hamas, John Ging a défendu le « travail responsable et transparent » de l'agence onusienne.

Il est également revenu sur la réduction récente du volume d'aide humanitaire offert par le Canada, en liant cette décision aux préoccupations canadiennes quant aux programmes éducatifs proposés par les écoles de l'UNRWA. « Il nous appartient de rassurer le Canada, un partenaire historique, et

de montrer que l'enseignement dispensé dans les écoles de l'ONU est libre de toute influence, ce qu'attestent de nombreux rapports indépendants », a-t-il insisté.

Pour conclure, le Directeur des opérations de l'UNRWA s'est dit confiant dans « l'humanité et la bonne volonté des autorités israéliennes » pour poursuivre l'allègement du blocus imposé à la Bande de Gaza. « Les bonnes intentions affichées doivent se traduire rapidement par des actes », a-t-il toutefois demandé.

L'UNRWA a été créé par l'Assemblée générale de l'ONU le 8 décembre 1949, au lendemain de la première guerre israélo-arabe. Son mandat, qui devait être temporaire, a été constamment renouvelé depuis.

Avec plus de 25.000 employés, dont 99% sont des réfugiés palestiniens recrutés comme enseignants, médecins, travailleurs sociaux, l'UNRWA est de loin la plus grande agence de l'ONU. Présente dans 59 camps, situés dans la Bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie, elle répond aux besoins essentiels des réfugiés palestiniens en matière de santé, d'éducation, d'aide humanitaire et de services sociaux.

C'est par ailleurs la seule agence de l'ONU qui se concentre sur un groupe spécifique de réfugiés, les Palestiniens, qui sont par conséquent les seuls à ne pas dépendre du Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU (UNHCR).